

*L'emploi*

Nous ne parlons plus en termes théoriques d'économistes. Nous ne parlons plus de vagues données que les conseillers du ministre des Finances (M. MacEachen) lui proposent d'utiliser dans ses discours. Ils savent que nous avons au-delà d'un million de chômeurs et que 175,000 autres viendront gonfler leurs rangs d'ici mars. Ils savent que 1,800 employés du CN ont été mis à pied ce matin. Devant cette tournure des événements, les canadiens demandent au gouvernement, à nous tous, monsieur l'Orateur, de ne pas nous en tenir aux données mais de considérer les tristes réalités de l'état de chômeur.

Monsieur l'Orateur, une personne qui se retrouve sans emploi et sans grand espoir d'en dénicher un, voit son univers s'écrouler autour d'elle. Pour chaque individu, l'univers se limite à sa propre personne. La vie c'est avant tout ce qui l'entoure et ce qu'il subit. Quand on travaille, on peut réaliser ses rêves et préparer son avenir mais, quand on est sans emploi, c'est tout le contraire. On se sent frustré, on désespère, on a l'impression d'avoir perdu toute possibilité de progresser, on se méprise et on perd de plus en plus confiance en soi. C'est cela qui ruine le moral des chômeurs, et c'est pourquoi leur colère va grandissant. Ils ne veulent plus se résigner au chômage ni accepter la politique du gouvernement qui le crée intentionnellement, car cela les mènerait moralement et matériellement à la ruine.

Si j'insiste là-dessus, monsieur l'Orateur, c'est parce que nous entrons dans une période de déclin économique. Les gens ont tendance à se comporter comme s'ils partaient au front en espérant que c'est le voisin qui va se faire descendre et c'est ce qui les aide à garder leur moral. Seulement, la crise atteint de plus en plus de voisins qui étaient à l'aise auparavant et puis, un jour, on est soi-même atteint. C'est précisément à cause de ses répercussions sur le plan humain que la politique du gouvernement est vouée à l'échec et que les Canadiens vont la rejeter.

Ils veulent une politique qui soit plus efficace et plus juste. Les Canadiens sont épris de justice. Ils veulent que la politique soit à leur image. Admettons que les taux d'intérêt élevés que nous connaissons actuellement soient nécessaires pour protéger notre monnaie, puisque c'est la raison invoqué par la Banque du Canada. Mais il faudrait au moins que l'on protège aussi les citoyens sans défense, et c'est parce qu'on ne le fait pas que la population est si irritée au sujet du budget. Les Canadiens comprennent fort bien que l'on doit protéger notre monnaie mais ils ne comprennent pas que le gouvernement se refuse obstinément à protéger les gens les plus vulnérables ou les plus démunis.

Et c'est pourquoi, monsieur l'Orateur, dans le budget que nous avons présenté il y a deux ans, nous avons prévu des crédits d'impôts pour les contribuables qui allaient souffrir de la hausse des prix de l'énergie ainsi que pour ceux qui avaient des hypothèques.

Plusieurs possibilités s'offrent au gouvernement pour protéger ceux qui se trouvent sans défense face à une politique qui menace de les écraser. Les gens s'attendent à ce que le gouvernement se montre un peu plus subtil et ne mise pas tout sur la politique rétrograde et brutale des taux d'intérêt élevés.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crombie:** Les Canadiens veulent non seulement que les plus faibles soient protégés mais aussi que l'on amorce une relance de l'économie. Il faut que j'insiste là-dessus car à en

juger par les propos qu'ont tenus l'autre jour le premier ministre (M. Trudeau) et les autres participants à la conférence fédérale-provinciale, ils ne semblent pas voir la nécessité d'une reprise économique. De toute évidence, nous nous sommes résignés au fait que nous nous trouvons dans une situation fort déplorable qui ne nous offre aucun autre moyen d'action et qu'il ne nous reste plus qu'à diviser le gâteau en parts de plus en plus petites. Voilà la tragédie dont les Canadiens sont témoins.

● (1540)

**Des voix:** Bravo!

**M. Crombie:** C'est ce qui les inquiète. Voilà pourquoi tous les travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non, se rendent compte qu'il importe d'effectuer des placements et que la seule façon d'améliorer la situation est d'effectuer des placements dans le secteur privé. Toutefois, le budget a supprimé les principales mesures qui incitaient les contribuables à investir pour tenter plutôt de créer des emplois. C'est à ce moment-là qu'ils ont compris que le gouvernement n'envisageait nullement un redressement. Nous avons besoin de protection contre cette politique des taux d'intérêt, nous avons besoin de placements pour provoquer un redressement économique et nous avons également besoin de formation en emploi.

Je remarque que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) est à la Chambre. Les gens comprennent qu'une nouvelle conjoncture économique est en train de prendre forme tandis qu'une autre, dépassée, s'estompe lentement. Les temps changent. Cela est déjà arrivé. Des générations de Canadiens doivent faire face à ce changement. Ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre, c'est qu'un gouvernement fédéral ne veuille pas ou ne puisse pas créer un climat de collaboration où les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que la main-d'œuvre et les entreprises puissent conjuguer leurs efforts pour former les travailleurs. D'après eux, la politique de confrontation et de division ne les aidera pas à se remettre sur pied. Il ne suffit pas que le ministre frappe dans le vide et dise qu'il veut faire telle ou telle chose. Ni le ministre ni le gouvernement ne peuvent créer des emplois au Canada en recyclant les travailleurs et en espérant que les conditions s'amélioreront sans la participation des provinces, des municipalités et du secteur privé.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crombie:** Le ministre et son gouvernement ont consacré presque tout leur temps à s'assurer que nous n'aurons pas ce climat de collaboration, car ils pensent que c'est probablement bon pour leur politique. Les Canadiens savent ce que c'est que la collaboration, ils l'ont comprise dans la démarche constitutionnelle. Ils comprennent certainement que les investissements et la collaboration entre les secteurs public et privé et entre les différents paliers de gouvernement sont très importants.

Parlons enfin du problème majeur. Le gouvernement est incapable de créer des emplois, de créer un climat propice aux investissements dans le secteur privé, de protéger les citoyens qui sont impuissants devant la hausse des taux d'intérêts, et ses principales victimes sont les Canadiens, car ils ont perdu confiance dans le pays et ils ont aussi perdu l'espoir. On pose souvent la question suivante qui résume parfaitement le problème: «Qu'arrive-t-il au pays?» C'est la question que se posent les citoyens et nous posons la même question aux députés